



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Février 2004

Volume 3, Numéro 1

LIGNE DE FOND _____ 1

Réunion Du Conseil Général : Décision Sur Les
Présidents Des Organes De Négociation, La Demande
D'Accession Iranienne Rejetée, L'Irak Elevée Au Rang
D'Observateur _____ 1

Les Etats-Unis Tentent De Reprendre L'Initiative Pour
Relancer Les Pourparlers ; La Lettre De Zoellick
Qualifiée De Positive _____ 3

Américains Et Européens Rencontrent L'Afrique Au
Kenya Pour Relancer Les Négociations Commerciales 5

L'Union Européenne Adopte Un Plan D'Action Pour
Atténuer La Vulnérabilité Des Pays Dépendant De
L'Exportation Des Matières Premières _____ 6

NOUVELLES DE L'OMC _____ 8

Réforme De L'OMC : Pascal Lamy Présente Sa Vision ;
Des Voix Discordantes Au Niveau Des Experts _____ 8

Règlement Des Différends : Les Demandes De Sanctions
De Huit Pays Contre Les Etats-Unis Dans L'Affaire De
" L'Amendement Byrd " Soumises A Arbitrage _____ 10

SUR LE FIL _____ 11

Les Négociations Commerciales Vues Du Forum Social
Mondial (Bombay) Et Du Forum Economique Mondial
(Davos) _____ 11

Négociation Des APE Entre L'UE Et Les ACP : 16 Pays
D'Afrique De L'Est Et Du Sud Démarrent La Phase
Bilatérale-Régionale Après La CEDEAO Et La
CEMAC _____ 13

Communauté Economique Des Etats D'Afrique
Centrale : Les Membres De La CEEAC Conviennent
De La Création D'Une Zone De Libre Echange A
L'Horizon 2007 _____ 15

EVENEMENTS _____ 16

PUBLICATIONS _____ 17

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à
l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne
« Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à
l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne «
Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Réunion Du Conseil Général : Décision Sur Les Présidents Des Organes De Négociation, La Demande D'Accession Iranienne Rejetée, L'Irak Elevée Au Rang D'Observateur

Le Conseil général de l'OMC a tenu sa première réunion de l'année 2004 le 11 février dernier. La rencontre à laquelle avait pris part un nombre important de délégués de haut niveau venus des capitales et des diplomates basés à Genève a entériné le choix des personnalités désignées pour assurer la présidence au sein des différents organes de négociation. La réunion a aussi accordé le statut d'observateur à l'Irak, ce qui devrait faciliter à long terme le redressement du pays et son intégration dans l'économie mondiale, tandis que l'Iran reste pour l'instant exclu de l'organisation. Sur la question de la date de la prochaine conférence ministérielle, les membres, qui n'ont pas encore d'idées précises sur la question, ont reporté la décision à une réunion ultérieure.

Le Japon nouveau maître du Conseil général

Depuis la dernière réunion du Conseil général tenue les 15 et 16 décembre 2003, première rencontre de haut niveau organisée à la suite de l'échec de la conférence ministérielle de Cancun, de nombreuses consultations informelles ont été menées auprès des Membres pour les amener à s'accorder sur les présidents des organes de négociation.

Pour le Conseil général, c'est la Japonais Shotaro Oshima qui a été élu pour remplacer l'Uruguayen

Carlos Perez Del Castillo. L'Organe de règlement des différends (ORD), le Conseil des ADPIC, le Comité du Commerce et de l'environnement (CCE) et le Comité du Commerce et du développement seront présidés respectivement par Amina Mohamed (Kenya), Joshua Law (Hong Kong), Naéla Gabr (Egypte) et Trévor Clarke (Barbades). Après les décisions du Conseil général, il appartient maintenant aux différents organes de négociation d'adopter formellement leur présidents. Les organes subsidiaires tels que le Conseil du commerce dans les services et le Conseil pour le commerce des marchandises seront présidés par Peter BRNO (République slovaque) et Alfredo Chiaradia (Argentine).

Pour les huit groupes de négociation thématiques établis dans le cadre du Comité de négociations commerciales (CNC), les ambassadeurs suivants ont été retenus : Tim Groser de la nouvelle Zélande conduira les pourparlers sur l'agriculture ; Stefán Jóhannesson de l'Islande présidera le groupe de négociation sur l'Accès aux marchés, Eduardo Pérez Motta du Mexique le Groupe de négociation sur les règles ; Alejandro Jara du Chili la session spécial du Conseil du commerce dans les services ; Manzoor Ahmad du Pakistan la session spéciale du Conseil des ADPIC ; David Spencer de l'Australie la session spéciale de l'Organe de règlement des différends ; Tawfiq Ali du Bangladesh, la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement ; et Faysal Ismail de l'Afrique du Sud, le Comité du commerce et du développement. En ce qui concerne les groupes de travail sur les thèmes de Singapour, qui font encore l'objet de vives controverses à l'OMC, les membres n'ont pas jugé bon de proposer des présidents, pour entre autres raisons, éviter de susciter la polémique et gêner le choix des autres présidents.

La demande Iranienne rejetée, l'Irak bénéficie du statut d'observateur

Les membres devaient aussi se pencher sur la demande d'accession formulée de longue date par l'Iran pour rejoindre l'organisation commerciale multilatérale. L'Iran, qui théoriquement a rempli tous les critères pour commencer les négociations en vue de son accession, a encore une fois été

victime des réticences des Etats-Unis qui continuent de s'opposer à son accession. L'Union européenne, appuyée par la Chine, Cuba, la Malaisie, l'Inde, le Pakistan, le Venezuela, l'Indonésie, la Suisse, Haïti et la Nouvelle Zélande s'est cependant démarquée des positions américaines, faisant observer que l'Iran a rempli toutes les conditions techniques pour entamer les pourparlers avec l'OMC. D'après l'UE, l'accession à l'OMC ne devrait pas être fondée sur les considérations politiques. Elle a, pour finir, proposé que le président du CG et le Directeur général mènent des consultations informelles pour accélérer le processus d'accession de l'Iran. La Tanzanie, au nom de plusieurs pays en développement a dit nourrir l'espoir de voir cette demande acceptée à la prochaine réunion du CG.

Alors que la demande Iranienne a été rejetée, les Membres ont cependant, par consensus, décidé de conférer à l'Irak le statut d'observateur à l'OMC. D'après les observateurs, les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine ont soutenu la demande irakienne qui avait été présentée en novembre dernier, mais aucun pays arabe ne s'est exprimé. Selon Ahmad al-Mukhtar, le chargé du commerce au sein du Conseil de gouvernement transitoire irakien, " L'Irak a entrepris une transition et a fait aujourd'hui le premier pas sur la longue route qui mène à l'adhésion à l'OMC ".

Le statut d'observateur, dont bénéficient désormais 31 pays, est un marche-pied pour adhérer à l'OMC. Il est accordé pour une période de cinq ans, pendant laquelle le pays doit déposer une demande d'adhésion et entamer des négociations qui durent plusieurs années, avant de devenir membre. Ce statut permet au postulant de se familiariser avec les règles de l'OMC, notamment celles qui régissent l'ouverture de ses marchés, et de commencer à s'y conformer. Il ne bénéficie pas des débouchés pour ses exportations qu'offre le libre-échange pratiqué au sein de l'organisation mais il peut continuer à protéger ses producteurs de la concurrence tant que son économie reste fragile.

La décision sur la date de la prochaine conférence ministérielle reportée ultérieurement

Les membres n'ont pas trouvé un consensus quant à la meilleure date pour tenir la sixième conférence ministérielle de l'OMC. Si la question du lieu semble être réglée, Hong Kong s'étant positionnée pour l'accueillir, les membres ne se sont pas accordés sur le point de savoir si cette conférence aurait lieu en 2004 ou 2005 et à quelle période. Les Etats-Unis qui, à travers la lettre que Zoellick a adressé aux membres de l'OMC en janvier avaient déjà donné leur position en faveur d'une conférence ministérielle dans le courant de l'année 2004, ont réitéré cette demande, arguant que cela donnerait plus de chance de mener à terme l'agenda de négociation en respectant les délais initiaux.

Le président du CG a cependant rétorqué que les consultations qu'il avait menées auprès des membres n'ont pas permis de trouver un consensus sur la question, certains d'entre eux défendant l'idée qu'une date trop proche serait irréaliste et ne permettrait pas de dépasser les impasses auxquelles les négociations sont parvenues.

Cela étant, les décisions sur ce sujet ont été reportées à une date ultérieure, probablement vers le milieu de l'année.

La prochaine réunion du CG est prévue en mai.

Les Etats-Unis Tentent De Reprendre L'Initiative Pour Relancer Les Pourparlers ; La Lettre De Zoellick Qualifiée De Positive

Le représentant américain au commerce extérieur, Robert Zoellick, a, le 11 janvier, adressé une lettre aux ministres du commerce des Membres de l'OMC, lettre dans laquelle il propose de donner une nouvelle impulsion aux discussions commerciales qui stagnaient. Dans sa lettre, il a déclaré qu'il adoptait une approche de bon sens pour revitaliser les discussions et pour éviter que 2004 ne devienne une " année perdue " pour le

round de Doha. Il a exposé son approche sur les questions clés de l'agriculture, des biens industriels, des services, du traitement spécial et différencié pour les pays en développement et des thèmes de Singapour sur l'investissement, la concurrence, la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges (pour consulter la lettre, voir :

<http://www.ictsd.org/ministerial/cancun/docs/Zoellick-letter.pdf>).

Zoellick a conclu en proposant que les Membres tiennent leur prochaine réunion ministérielle à Hong Kong d'ici fin 2004 - une date rapprochée jugée peu réaliste par la plupart des observateurs en raison de la lenteur des progrès dans les discussions commerciales - et conviennent de cadres de négociation d'ici mi-2004. Il a appelé à une plus grande implication des capitales pour trouver des compromis constructifs et a déclaré qu'il aurait des discussions avec les Membres clés au cours des prochains mois. Il a également suggéré que la rotation en ce qui concerne la présidence du Conseil général de l'OMC bénéficie à un pays en développement " car il est important de combiner la libéralisation des échanges avec le développement ", en citant le Brésil, le Chili, le Pakistan, Singapour et l'Afrique du sud comme candidats potentiels. Le poste avait été perçu comme réservé à l'ambassadeur du Japon à l'OMC, candidat d'un pays développé, du fait que le président actuel est originaire d'un pays en développement.

A la suite de l'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, en septembre 2003, les Membres ont entrepris des consultations sur des questions clés durant le reste de l'année. Lors de la réunion du Conseil général mi-décembre, les Membres ont décidé simplement de redémarrer les groupes de négociation plutôt que de mener une action plus forte pour garantir l'achèvement de la série de négociations d'ici la date limite de janvier 2005. Les Etats-Unis sont actuellement engagés dans une multitude d'arrangements commerciaux bilatéraux avec de petits pays et après l'échec des discussions de Cancun, la réaction immédiate de Zoellick a été d'insister sur le fait que les Etats-

Unis iront de l'avant avec les pays qui ont joué un rôle " constructif " à Cancun, en laissant à l'arrière les pays " récalcitrants ".

Place centrale pour l'agriculture

Dans sa lettre aux ministres, Zoellick a suggéré que les discussions se concentrent sur les questions fondamentales d'accès aux marchés dans les secteurs de l'agriculture, des biens industriels et des services, en reconnaissant l'agriculture comme point de départ. En ce qui concerne l'agriculture, il a déclaré qu'une date devrait être fixée pour la suppression des subventions à l'exportation - revenant ainsi à une position américaine antérieure et s'écartant de l'accord Etats-Unis/UE passé en août 2003. Il a également réitéré une proposition américaine de 2002 appelant à la suppression éventuelle de toutes les subventions qui faussent les échanges et de tous les obstacles à l'accès aux marchés. Pour ce qui est de l'accès aux marchés pour les produits agricoles, il a appuyé des ouvertures substantielles tant dans les pays développés que dans les pays en développement ayant des secteurs agricoles compétitifs. Il a reconnu la nécessité de prendre en compte la question du coton sous un angle commercial dans le cadre des négociations sur l'agriculture dans l'ensemble, ainsi que dans une perspective de développement, notamment à travers des réformes économiques et le transfert de technologie pour créer de nouvelles opportunités.

Concernant les biens industriels, il a appuyé une formule ambitieuse de réduction tarifaire tout en permettant aux pays en développement une certaine flexibilité et des initiatives sur des droits de douane nuls dans des secteurs où il existe une masse critique pour appuyer une telle approche. Pour les services, il a appelé à davantage d'offres afin de permettre aux négociations de s'appuyer sur les 40 offres déjà sur la table. Sur le traitement spécial et différencié, il a suggéré un débat sur différentes flexibilités pour différents pays et régions ayant des besoins différents, au lieu de solutions uniformes, couvrant plus de 100 pays en développement Membres. Concernant les thèmes de Singapour, il a appuyé le retrait de l'investissement et de la concurrence, tout étant en

faveur de la poursuite des négociations sur la facilitation des échanges et de l'examen de différentes options - notamment une approche plurilatérale - pour la passation des marchés publics.

Réactions de l'UE

Dans une adresse au Parlement européen le 13 janvier, le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy et le commissaire à l'agriculture, Frantz Fischler ont donné un aperçu général des discussions commerciales, tout en saluant la lettre de Zoellick considérée comme une " bonne initiative ". Lamy a déclaré qu'il " semble que les deux grands blocs commerciaux - l'UE et les Etats-Unis - commencent à penser dans la même direction. " Il a ajouté que l'UE était prête à faire preuve de flexibilité dans un certain nombre de domaines, notamment sur les thèmes de Singapour et les indications géographiques, et avait montré qu'elle était prête à s'impliquer sérieusement sur l'agriculture. Il a toutefois également appelé les autres partenaires à faire preuve de flexibilité, en mettant l'accent sur le fait qu'il " ne suffit pas simplement qu'un ou plusieurs Membres soient flexibles ". Lamy a mis en exergue les discussions à venir avec les Membres du G-20 et a déclaré que le premier jalon majeur pour l'OMC serait de convenir de modalités pour l'agriculture, les biens industriels et les thèmes de Singapour d'ici mars/avril.

Fischler a mis l'accent sur deux conditions préalables de l'UE pour un accord sur l'agriculture. En premier lieu, il a déclaré que tout accord devait mener à des réductions plus importantes dans la Catégorie ambre (soutien qui fausse les échanges) que dans la Catégorie bleue qui a moins d'effet de distorsion des échanges (subventions partiellement découplées aux fins des programmes de limitation de la production). En second lieu, sur les subventions à l'exportation, il a déclaré que toutes leurs formes seraient abordées de manière franche et en parallèle. Comme exemples de concurrence à l'exportation devant être pris en compte, il a cité les entreprises commerciales d'Etat, les taxes à l'exportation différentielles et le dumping de l'aide alimentaire. Il a également mis l'accent sur une

proposition européenne visant à éliminer progressivement toutes les subventions à l'exportation sur des produits sensibles pour les pays en développement, mais a déclaré que les pays en développement Membres n'avaient pas encore avancé de propositions concrètes sur des produits spécifiques.

Sources: [Bridges weekly](#), Ictsd ;
www.usinfo.state.gov/regional ;

Américains Et Européens Rencontrent L'Afrique Au Kenya Pour Relancer Les Négociations Commerciales

Environ une douzaine de ministres africains du Commerce, le Commissaire européen du Commerce Pascal Lamy, le représentant américain au Commerce Robert Zoellick, le Directeur-général de l'OMC Supachai Panitchpakdi et le nouveau président du Conseil général, le Japonais Shotare Oshima se sont réunis les 18 et 19 février dernier à Mombasa, au sud du Kenya, pour des discussions informelles destinées à relancer l'agenda de négociation refroidie depuis l'échec de Cancun.

C'est le Ministre kenyan du Commerce, Mukhisa Kituyi, qui a ouvert la réunion de haut niveau qui se tient cinq mois après l'échec de Cancun. " Cette fois-ci, nous n'allons attribuer la responsabilité de l'échec des discussions de l'OMC à personne. La discussion de Mombasa est sensible, et nous voulons juste qu'ils (les Etats-Unis et l'UE) nous expriment leurs intentions pour que nous entamions de nouvelles discussions, connaissant notre position ", a-t-il déclaré aux journalistes à Nairobi. Dans un communiqué de presse publié par les services de la présidence kenyane, le président Kibaki a également exhorté les pays développés à lever leurs barrières douanières pour permettre à l'Afrique d'accroître ses échanges. " Les pays développés devraient lever les barrières douanières et ouvrir leurs marchés aux biens et services africains pour développer le commerce entre les pays développés et en développement", a déclaré

M. Kibaki lors d'un entretien avec le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), Supachai Panitchpakdi. " Le commerce est la clé de la croissance des économies des pays en développement", a-t-il ajouté.

Interrogé sur les objectifs de la conférence de Mombasa, le Ministre Tanzanien du commerce, Juma Ngasongwa, a reconnu que l'idée est de relancer les négociations bloquées depuis Cancun. " Il est possible (...) que l'on soit capable d'établir un programme qui nous conduira à la reprise des négociations " a-t-il déclaré. Lors d'une interruption de séance durant la rencontre, il a plaidé pour un rééquilibrage des relations commerciales entre les pays développés et les pays en développement, au premier rang desquels se trouvent ceux d'Afrique. Environ " 80% de notre population travaille dans l'agriculture, donc ce que nous disons est, vous Européens (et autres pays riches), réduisez vos subventions pour que nous puissions participer à votre marché, au niveau des matières premières mais aussi des produits manufacturés ", a-t-il ajouté. Le cours actuel de produits tanzaniens exportés, comme le café, le coton, le thé ou encore les noix de cajou, sont actuellement " très bas, essentiellement à cause des subventions ", a-t-il affirmé. Poussant son argumentaire plus loin, il a déclaré que son pays, et d'autres, se sont engagés au cours des dix dernières années dans des réformes économiques et politiques et ont libéralisé, alors qu'au même moment les pays développés ont suivi le chemin inverse en construisant de nombreuses barrières qui entravent l'accès de leurs produits aux marchés du Nord tout en leur faisant perdre en compétitivité.

Les pays africains qui ont participé à la réunion de Mombasa sont le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie, l'Egypte, le Maroc, Maurice, le Lesotho, le Bénin, le Botswana, le Malawi, l'Afrique du Sud, le Sénégal et le Ghana.

La société civile appelle les ministres africains à la vigilance

Des organisations de la société civile Africaines et du Nord sont montées au créneau pour fustiger

l'attitude des pays riches et ont appelé les ministres africains à rester vigilants et solidaires, comme ils l'ont fait à Cancun.

"Il y a une pratique (de la part des pays riches) qui consiste dans des déclarations vagues qui ne produisent aucun changement " a prévenu Irungu Haughton, de l'ONG Oxfam. " Le cycle de Doha se basait sur un accord selon lequel toutes les subventions de produits qui portent préjudice aux pays en voie de développement seraient éliminées et une date-butoir pour y mettre fin serait proposée (...) mais on n'a rien vu de tel. Au contraire, nous avons vu que l'Union européenne maintient d'énormes subventions pour le sucre, et nous n'avons rien vu venir des Etats-Unis", a-t-il poursuivi.

Cette coalition d'organisations de la société civile africaine et internationale, réunissant entre autres, EcoNews Africa (Kenya), Institute of Economic Affairs (Kenya), Oxfam International, Action Aid, Trade Justice Campaign, Africa Trade Network et SEATINI a vivement recommandé aux délégués de demeurer fermes dans leurs exigences d'un environnement commercial plus équitable.

Dans le communiqué conjoint qu'elles ont rendu public ces ONG ont révélé que les pays riches ont dépensé environ 1 milliard de dollars (776 millions d'euros) par jour pour " des subventions agricoles qui dénaturent le commerce ". Alors que la majorité de la population africaine vit de l'agriculture, " on estime que les 3 milliards de dollars (chaque année) pour aider les producteurs de coton réduisent d'un quart les cours mondiaux ".

Sources : IPS " Une rencontre internationale vise à instaurer la détente dans le commerce mondial " ; AFP 18 fév " Réunion Afrique-UE-USA pour relancer les négociations de l'OMC "

L'Union Européenne Adopte Un Plan D'Action Pour Atténuer La Vulnérabilité Des Pays Dépendant De L'Exportation Des Matières Premières

La Commission européenne a adopté le 12 février dernier un plan d'action destiné à aider les pays en développement dépendant de leurs exportations de matières premières à accroître leurs revenus et à mieux supporter les effets induits par les fluctuations des prix sur les marchés mondiaux. Plus spécifiquement, cette initiative, qui intervient dans un contexte où on " constate une baisse généralisée des prix de ces produits sur les marchés " vise aussi, entre autres, la promotion du secteur du coton africain et la révision du mécanisme " Flex " qui permet des compensations en faveur des pays ACP en cas de baisse des rentrées fiscales des états à la suite d'un recul des recettes d'exportation.

La quasi totalité des pays africains et ACP sont encore, malgré les efforts de diversification, largement dépendant de l'exportation, sous forme de matières premières, d'un ou de plusieurs produits agricoles comme le café, le coton, le cacao ou le sucre, entre autres. Cette situation qui accentue l'extraversion de leurs structures économiques et leur vulnérabilité dans le système commercial mondial, caractérisé par une forte volatilité des prix, a de tout temps été dénoncée sans qu'on ait, à ce jour, réussi à lui trouver une solution durable, en dépit des nombreuses déclarations.

Une nouvelle stratégie Européenne pour atténuer la dépendance

" La stratégie est une réponse à une demande des pays en développement qui veulent que la question des prix des matières premières soient retraitée ", a souligné Pascal Lamy. Elle est basée sur l'initiative française en faveur du coton intitulée "Filière coton et développement " en Afrique (Doc. n° 88/03 PROBA), que la France avait proposé aux autres Membres de l'Union Européenne en novembre dernier. (voir passerelles, synthèse mensuelle Vol 2 n°10 ; http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-11/inbrief.htm)

Le Commissaire européen au Commerce a reconnu que dans le contexte de libéralisation des échanges et d'ouverture des marchés, les pays dont l'économie dépend pour tout ou partie de l'exportation des matières premières sont désavantagés dans leurs efforts pour tirer profit du commerce. Dans un tel contexte, le commerce intrinsèque ne saurait être une réponse satisfaisante. Il doit être accompagné, selon Lamy, de mesures ardues destinées réduire et à supprimer les distorsions commerciales artificiellement introduites sur les marchés des produits agricoles afin d'aider les pays en développement à diversifier leurs productions et à accéder plus facilement aux marchés des pays industrialisés.

Le plan d'action européen poursuit, entre autres six objectifs majeurs : aider les pays dépendant des produits agricoles dans leur effort d'élaboration de stratégies en faveur de la chaîne des matières premières ; supporter les initiatives régionales pour le développement des matières premières ; mettre en place un fonds d'assurance régional privé pour garantir un revenu minimum aux producteurs et faciliter l'accès aux financements ; supporter la diversification ; aider les pays dépendant à mieux s'insérer au commerce international et promouvoir l'investissement et des pratiques durables de la part des entreprises dans ces pays.

La Commission européenne propose aussi une augmentation de l'assistance financière et technique à ces pays pour la diversification et l'augmentation du niveau de la qualité et de la compétitivité de leurs produits. Une enveloppe de 80 millions d'euros est débloquée à cet effet.

L'UE entend en outre les aider à promouvoir les produits de marques et les appellations d'origine, ce qui leur permettra de relever leurs prix de vente à l'étranger. Sur le plan commercial, les Quinze, qui ont déjà éliminé leurs droits de douanes sur la quasi-totalité des importations en provenance des pays, avec l'initiative " Tout sauf les armes ", proposent que des pays riches comme le Japon, les Etats-Unis et des grands pays émergents comme le Brésil en fassent autant.

Une assistance financière qui profite au coton africain ?

L'UE entend en particulier " soutenir " la demande formulée à l'OMC par quatre pays producteurs de coton d'Afrique de l'ouest et du centre (Mali, Bénin, Burkina Faso et Tchad) pour une " élimination de toute forme de soutien à l'exportation " a indiqué M. Lamy. Celle-ci avait été au centre des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en septembre à Cancun, a souligné le commissaire. L'incapacité des pays développés et notamment des Etats-Unis, qui subventionnent massivement leur secteur cotonnier, à répondre aux demandes des pays africains avait contribué à l'échec de la conférence de Cancun.

La demande africaine sur le coton vise moins l'Union européenne que les Etats-Unis qui accordent des subventions massives à leurs producteurs. La marge d'action propre de l'UE sur le coton est faible puisque sa production est maigre et que ses producteurs, essentiellement grecs, ne reçoivent aucune subvention à l'exportation, même s'ils bénéficient d'aides importantes pour maintenir une activité non compétitive.

L'UE qui se dit en faveur " solution spécifique et efficace " à la question du coton dans le cadre des " négociations agricoles " de l'OMC n'est cependant pas favorable à la demande africaine d'une compensation financière, car celle-ci ne serait pas prévu par les règles de l'OMC.

Elle propose néanmoins une réduction, dans le cadre de l'OMC, des droits de douanes sur leurs exportations de produits transformés et industriels (comme les fils de coton et les textiles) en provenance de ces pays fortement dépendant du secteur cotonnier. Plus généralement elle se dit également " prête à éliminer les subventions à l'exportation sur les produits qui intéressent les pays en développement ", dans le cadre des négociations à l'OMC. L'UE indique également qu'elle serait prête à instaurer un mécanisme qui lui permette d'évaluer l'incidence de ses régimes de subvention sur la production et les échanges de coton.

Mais pour salubre et positif qu'il soit, le plan d'action européen n'en pose pas moins une série de problèmes qui pourraient entraver sa mise en application. En proposant un découplage partiel des subventions sur le coton, l'UE semble tout au plus donner l'impression de toucher aux subventions sans vraiment le faire. Une telle mesure, à y voir de près, ne pourrait ni pousser les cotonculteurs européens à se détourner vers d'autres activités plus compétitives, ce qu'aurait permis un retrait total des subventions, ni amener les autres pays développés, au premiers rang desquels les Etats-Unis, à renoncer à leurs système de soutien. On ne voit pas en effet comment un pays comme les Etats-Unis ferait plus de concessions que l'UE qui s'est elle-même proclamée " souteneur " du coton africain.

D'autre part, la volonté européenne de trouver un solution aux problèmes du coton africain en explorant les sentiers de l'aide au développement et de la stabilisation des prix pourrait être réellement productive que si elle s'appuie sur une baisse réelle et significative des subventions. Si l'insertion de l'Afrique dans le commerce mondial, proclamée dans tous les espaces multilatéraux comme solution à la pauvreté, doit se faire par le coton pour le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, il faudrait alors une élimination totale de toutes les formes de distorsions aux échanges, afin de permettre à ce produit de faire valoir sa compétition et sa qualité. Cette option qui est rigoureusement plus intéressantes que l'aide intrinsèque, est une nécessité de justice commercial et ne doit découler de quel que considération humanitariste que ce soit.

Pour être opérationnelle, la décision devrait être approuvée par le Conseil UE-ACP. Elle a été présentée et discutée à Addis Abéba, en Ethiopie, lors de l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP tenue du 16 au 19 février. La réunion s'est aussi penchée sur les questions de paix et de sécurité dans les pays en développement, sur l'aide, le commerce et les questions de santé.

Sources : " Bruxelles: plan d'action pour aider les pays dépendant des matières Premières " AFP ; AllAfrica ; [Bridges](#) vol. 7 n°6 ;

NOUVELLES DE L'OMC

Réforme De L'OMC : Pascal Lamy Présente Sa Vision ; Des Voix Discordantes Au Niveau Des Experts

Dans un discours adressé le 27 janvier dernier aux Membres du " Groupe Kangourou " du Parlement européen, le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, a développé des idées exprimées antérieurement sur la réforme de l'OMC. Ses commentaires sont arrivés à un moment où d'autres appels à la redéfinition de l'organisation commercial mondial se faisaient entendre cette semaine de la part à la fois d'un ancien membre de l'Organe d'appel de l'OMC et d'un groupe d'économistes réputés.

Le court terme : Lamy cible la réforme des Conférences ministérielles

S'adressant au Groupe Kangourou, le commissaire Lamy s'est concentré sur un ensemble d'améliorations organisationnelles " modestes mais réalisables " à l'OMC, en tout premier lieu sur la préparation et la gestion des Conférences ministérielles. La dernière Conférence ministérielle de Cancun, en septembre 2003, s'est soldée par un fiasco, les Membres n'ayant pas été en mesure de se mettre d'accord sur une gamme de domaines comprenant la réduction des subventions agricoles et de nouvelles questions telles que l'investissement et la facilitation des échanges. Lamy a déclaré qu'un point clé était de garantir un démarrage plus précoce des négociations. " A Cancun, nous avons totalisé 150 heures, dont seulement trois et demie consacrées à des négociations. Quel que soit le point de vue que l'on a sur l'efficacité, ce ratio est consternant et mérite une attention urgente, " a-t-il déclaré. Lamy a soulevé la question de la réforme de l'OMC durant

les dernières heures de la Conférence ministérielle de Cancun, au cours desquelles il a qualifié l'organisation de " médiévale ".

Lamy a recommandé, mardi, que la structure et l'agenda des négociations soient fixés préalablement à chaque Conférence ministérielle de manière à donner tout le temps nécessaire à la négociation effective des textes. Dans l'avenir, a-t-il déclaré à la réunion, les noms des facilitateurs des groupes de négociation doivent être convenus préalablement à la Conférence pour donner à ces derniers le temps de se préparer pour leur rôle et les rôles du président de la Conférence, du directeur général et des Membres doivent être clairement délimités. Enfin, pour arriver à un meilleur équilibre entre la transparence et l'efficacité, il a préconisé la création d'un groupe consultatif de pays avec des représentants qui reflètent la diversité des Membres de l'OMC. Ce groupe pourrait servir de " voie intermédiaire " entre les réunions formelles des 148 délégations et le processus de négociation informel de la 'Green Room', a-t-il déclaré.

Le long terme : un meilleur accès du public, un Secrétariat plus large

Examinant les moyen et long termes, le commissaire Lamy a noté que du fait que la politique commerciale empiétait à présent sur tous les domaines de préoccupation publique, l'OMC devait être en mesure d'entrer en interaction " de manière structurée avec tous ceux qui aujourd'hui souhaitent avoir leur mot à dire dans la prise de décision en matière de commerce. " Tout en mentionnant un meilleur accès et des règles plus claires pour l'implication des parlementaires et de la société civile, il n'a cependant pas précisé quelles mesures spécifiques devraient être prises à cet égard. Lamy a également posé la question de savoir si le Secrétariat de l'OMC, dont la taille est le quart de celle l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ne devrait pas être élargi pour être en mesure d'entreprendre une réflexion et des initiatives indépendamment des Membres. Il a en outre déclaré que dans une organisation comptant près de 150 Membres, les

pouvoirs formels du directeur général devaient être renforcés.

Le Groupe Kangourou est un forum de parlementaires européens qui, entre autres, préconise " la libre circulation " au sein de la zone économique européenne et la pleine mise en œuvre de toutes les mesures de marché unique par les Etats Membres de l'UE.

Un ancien juge de l'Organe d'appel déclare que l'OMC devrait s'ouvrir

Se faisant l'écho de l'appel de Lamy à une plus grande ouverture aux groupes publics, un ancien membre de l'Organe d'appel, James Bacchus a, le 29 janvier, exhorté l'OMC à appliquer des réformes audacieuses pour ouvrir le processus actuel de règlement des différends qui, en ce moment, se déroule à huis clos. " Il n'y a pas de raison pour que les travaux de l'OMC restent secrets et il y a toutes les raisons pour qu'ils soient ouverts au regard du public, " a déclaré Bacchus dans un discours prononcé jeudi devant un groupe d'hommes d'affaires américains. En décembre 2003, il achevait huit années de service à l'Organe d'appel, la cour d'appel pour les affaires de règlement des différends de l'OMC.

Selon Bacchus, la presse et le public devraient être autorisés à assister aux travaux portant sur les différends commerciaux ainsi qu'au Conseil général formel de l'OMC et à d'autres conseils et comités majeurs. " Maintenir le huis-clos va à l'encontre du but recherché par l'OMC. Ceci entretient la paranoïa non fondée à propos de l'OMC qui prévaut chez les anti-mondialistes, chez les protectionnistes purs et durs et chez tous les autres qui, à travers le monde, s'opposent à tout ce que les Membres de l'OMC sont en train de tenter de réaliser en tant qu'Organisation mondiale du commerce " a-t-il déclaré.

Toutefois, de nombreux Membres sont très circonspects en ce qui concerne l'ouverture des processus de l'OMC, craignant, entre autres, qu'un processus plus ouvert au public puisse avoir un effet de dissuasion sur des échanges francs entre gouvernements et mener à un lobbying excessif de

la part de groupes d'intérêt bien financés. En novembre 2000, le Conseil général avait critiqué les sept Membres de l'Organe d'appel en raison de la publication, par l'organe judiciaire, de procédures pour les interventions désintéressées (non-party submissions), ou amicus briefs, dans le différend sur l'amiante qui oppose la France au Canada.

Les experts divergent sur le point de savoir s'il faut réformer l'OMC et comment

Démontrant la diversité de points de vue prévalant sur le sujet, un groupe de neuf experts interrogés le 27 janvier par le groupe de l'éducation publique du Comité de Bretton Woods était divisé sur le point de savoir si fallait réformer l'OMC et comment. Charles Kolb, président du Comité du développement économique, un groupe d'affaires indépendant, a déclaré que le processus de règlement des différends devait être ouvert à l'examen par le public. John Sweeney, président de la fédération AFL-CIO des syndicats américains a également déclaré que l'OMC devait être plus ouvert et plus transparent et pourrait établir une structure formelle pour prendre en compte les préoccupations en matière de commerce et de normes fondamentales du travail, avec la participation de l'Organisation internationale du travail. Toutefois, selon le professeur N. Srinivasan de l'université de Yale, les préoccupations des groupes de la société civile doivent être prises en compte au niveau politique national, et non à l'OMC.

Pour le moment, il n'y a pas de processus formel en place à l'OMC pour engager un débat sur la réforme institutionnelle. Il faudrait qu'un Membre de l'OMC présente une proposition à l'organisation pour que de tels débats démarrent, ce qui a peu de chances de se produire dans un avenir proche car les Membres se concentrent de plus en plus sur le fond plutôt que sur le processus, a noté une source dans les milieux du commerce. Toutefois, a ajouté la source, nous verrons peut-être, dans la période menant à la prochaine Conférence ministérielle, un regain d'activité sur certaines des questions soulevées dans ce contexte par Pascal Lamy.

Règlement Des Différends : Les Demandes De Sanctions De Huit Pays Contre Les Etats-Unis Dans L'Affaire De " L'Amendement Byrd " Soumises A Arbitrage

Alors que nombres d'observateurs des négociations au sein de l'Organe de règlement des différends (ORD) prédisaient que l'année 2004 commencerait avec une accélération des actions auprès de l'ORD, à cause notamment de l'expiration de la " Clause de paix " le 1er janvier 2004, l'agenda a plutôt été dominé, en ce début d'année, par la poursuite des affaires en cours, à savoir l'affaire de l'Amendement Byrd et le réexamen du memorandum d'accord sur le règlement des différends, entre autres.

Amendement Byrd

Lors de la réunion de l'Organe de règlement des différends du 26 janvier 2004, des demandes de suspension de concessions adressées aux Etats-Unis par huit pays dans l'affaire " Etats-Unis - Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention " (DS217 et DS234) - également connue sous le nom d'affaire " Amendement Byrd " - ont été soumises à arbitrage à la suite de l'objection formulée par les Etats-Unis sur le niveau des sanctions.

Par cette actions, les pays plaignants ont traduit en acte leur intention maintes fois exprimée de demander une réunion spéciale de l'Organe de règlement des différends (ORD) au cours de laquelle ils solliciteront l'autorisation de l'OMC pour prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des Etats-Unis. Huit Membres, dont le Brésil, le Chili, l'Union européenne, l'Inde, le Japon, la Corée, le Canada et le Mexique, ont demandé l'autorisation de suspendre l'application de concessions à l'égard des États-Unis. Les huit plaignants ont relevé que l'administration américaine n'avait toujours pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD, alors que le délai de mise en œuvre avait expiré le 27 décembre 2003, et que les sanctions étaient le seul moyen dont ils disposaient pour contraindre les États-Unis à se

mettre en conformité.

Les plaignants ont indiqué que les concessions seraient suspendues à hauteur d'un montant équivalant aux versements de compensation annuels effectués par le gouvernement des États-Unis en faveur des producteurs nationaux au titre de l'Amendement Byrd.

Les États-Unis se sont élevés contre les huit demandes de suspension de concessions, faisant valoir, entre autres choses, qu'elles ne spécifiaient pas de niveau de suspension et qu'elles n'étaient pas adéquates pour que l'arbitre puisse s'acquitter de ses fonctions. Les demandes ont été cependant été soumises à arbitrage.

Il y a près d'un an, un Groupe spécial de l'ORD avait constaté que la Loi américaine US Continued Dumping and Subsidy Offset Act de 2000 - connue sous le nom d'Amendement Byrd - violait les règles de l'OMC. La législation qui porte le nom du sénateur américain Robert Byrd permet aux entreprises américaines de réclamer les fonds collectés au titre des ordonnances instituant un droit antidumping ou un droit compensateur sur des importations étrangères. La décision de l'OMC a constaté que l'amendement Byrd était une " action spécifique non autorisée contre un dumping ou une subvention ".

Si 11 pays co-plaignants avaient différé la demande d'autorisation à prendre des mesures de rétorsion en raison de divergences concernant le montant, huit d'entre eux s'étaient déclarés prêts à prendre des mesures de rétorsion s'élevant à plus de 700 millions de dollars, le montant déboursé par le gouvernement américain depuis l'adoption de la législation

Réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends : d'autres débats sur des questions non résolues

Dans leurs délibérations du mois de décembre 2003 qui portaient sur le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, les Membres avaient continué à débattre d'une étude mexicaine sur la réforme du

Mémorandum d'accord. Durant la réunion, le président avait proposé une liste de questions visant à orienter un débat par thème sur : les travaux des groupes spéciaux, l'organe d'appel et la phase de mise en conformité et de mise en œuvre. Les questions comprenaient le point de savoir s'il fallait faciliter l'établissement des groupes spéciaux à un stade plus précoce et si la nomination d'au moins un membre d'un pays en développement dans les groupes spéciaux devrait être plus automatique dans les cas où des pays en développement Membres sont parties au différend. La plupart des Membres ont fait part de leurs réactions, mais il n'y a pas eu de convergence de points de vue sur les questions, même entre pays en développement. Avant la réunion, l'Indonésie et la Thaïlande avaient mis en distribution une communication (TN/DS/W/61, disponible à <http://docsonline.wto.org>), dans laquelle ces pays exposaient un certain nombre de questions et de thèmes, devant être débattus plus en détail lors des prochaines réunions sur le réexamen du Mémorandum d'accord.

Sources : OMC " Demandes de sanctions soumises à arbitrage dans l'affaire de l'amendement Byrd " ; [Bridges weekly](#).

SUR LE FIL

Les Négociations Commerciales Vues Du Forum Social Mondial (Bombay) Et Du Forum Economique Mondial (Davos)

Comme l'on pouvait s'y attendre, les négociations commerciales multilatérales dans le contexte de l'après Cancun ont été au centre des préoccupations tant du Forum social mondial (FSM) que du Forum économique mondial qui se sont tenus respectivement du 16 au 21 janvier 2004 à Bombay, en Inde, et du 21 au 25 janvier à Davos, en Suisse. En dépit de la différence des orientations idéologiques des deux espaces, divers acteurs ont, dans les deux forums, fustigé les effets négatifs et destructeurs de la mondialisation et de la

libéralisation du commerce mondial sur les petites économies, les groupes sociaux vulnérables, le travail, la sécurité et la souveraineté alimentaires, l'environnement et la culture etc.

Le FSM - tenu du 16 au 21 janvier à Bombay, en Inde - a attiré plus de 100.000 participants de 132 pays, qui ont assisté à de nombreux séminaires, ateliers, expositions et des manifestations culturelles pour exprimer les préoccupations et les espoirs en vue d'un monde meilleur. Le Forum économique mondial a tenu sa réunion annuelle du 21 au 25 janvier à Davos, en Suisse. Elle s'est déroulée en même temps que " l'œil du public sur Davos ", la conférence alternative du Forum économique mondial, et le Forum ouvert (Open Forum) organisé conjointement par le Forum économique mondial et des organisations de la société civile.

Mondialisation et commerce sous les projecteurs lors du FSM

L'OMC et l'échec des négociations à Cancun ont dominé nombre des débats sur la mondialisation. En particulier, le groupe du G-20 des pays en développement - sous l'égide du Brésil, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du sud - a rencontré des réactions mitigées, suscitant, chez certains, du respect pour son courage et chez d'autres, des critiques pour son pragmatisme politique et pour la position trop favorable au libre-échange qu'il aurait adoptée.

Les débats lors de la réunion ont à maintes reprises porté sur les impacts de la mondialisation telle que promue par le commerce international et la finance. S'exprimant lors d'un panel intitulé " Mondialisation et sécurité économique et sociale ", l'ancien économiste de la Banque mondiale, lauréat du prix Nobel, Joseph Stiglitz, a mis l'accent sur le fait que la voie de la mondialisation économique doit être modifiée pour éviter de saper la sécurité sociale - ce qui continuerait d'exacerber la pauvreté et donc la violence. Stiglitz a préconisé le recours à de nouveaux dirigeants pour prendre la direction des institutions de crédit globales, en faisant remarquer qu'une des raisons de l'étroitesse excessive de l'agenda du commerce était

l'étroitesse excessive des participants. Il a poursuivi en affirmant la nécessité d'un nouvel organe de direction en charge des institutions, de préférence les Nations-Unies. Stiglitz a déclaré que les économies des pays en développement avaient été rendues vulnérables et volatiles dans le système actuel basé sur le " fondamentalisme de marché " et des " hypothèses irréelles de l'économie ". Il a proposé que l'OMC intègre dans son agenda des plans visant à renforcer la sécurité sociale et à lutter contre la pauvreté.

De fortes critiques ont également été formulées par Juan Somavia, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT). S'exprimant lors du panel " Mondialisation, gouvernance globale et Etat-Nation ", Somavia a noté que la mondialisation " n'a pas tenu ses promesses ", en mettant en exergue la montée du chômage, la perte de protection en matière de sécurité sociale et la baisse du pouvoir d'achat en Amérique latine au cours des vingt dernières années. " Les règles du commerce et de la finance sont manifestement inéquitables envers les pays en développement et devraient être modifiées " a-t-il ajouté. Toutefois, plutôt que de s'opposer à la mondialisation en soi, il a souligné que c'était " de la mondialisation manifestement inéquitable que nous sommes en train de débattre, celle qui place le profit avant les personnes ". S'exprimant lors du même panel, Mary Robinson, anciennement haut-commissaire des Nations-Unies pour les droits de l'homme a critiqué le régime commercial international qu'elle juge " inéquitable " car il ne " reflétait pas la majorité ". Toutefois, supprimer les institutions pourrait ne pas aider, a-t-elle noté, en appelant à des réformes réelles, notamment à " un engagement juridique à mettre en œuvre les droits humains ".

Le français José Bové, leader de la confédération paysanne, a embouché la même trompette en s'exprimant dans un panel sur le thème " Résistance à la mondialisation : le combat communautariste ". Evoquant la question des matières premières, Bové a affirmé qu' " on prive les paysans africains, asiatiques et latino-américains du fruit de leur labeur ". L'exemple le

plus parlant de cette désastreuse situation concerne le coton africain, objet d'après discussions à la dernière conférence ministérielle de l'OMC à Cancun. " Nous sommes solidaires de la lutte des africains qui exigent seulement qu'on achète leurs produits à des prix justes. L'injustice faite aux Africains est un des nombreux méfaits de la globalisation " a-t-il déclaré.

Davos : une réunion informelle pour trouver une issue à la crise de l'OMC, les organisations de la société civile fustigent la démarche

Une vingtaine de ministres a participé à une réunion de crise informelle organisée par le président de la Confédération Helvétique Joseph Deiss, pour relancer le cycle de négociations commerciales multilatérales embourbé depuis l'échec du sommet de Cancun en septembre dernier.

Des organisations de la société civile ont, durant la conférence alternative au FEM " L'œil du public sur Davos ", vivement critiqué la démarche initiée par Deiss qui consiste à recourir encore aux réunions informelles, qui excluent a priori la majorité des membres. De plus, selon ces organisations, le Forum de Davos " est le pire endroit possible pour mener de telles négociations : des centaines de chefs d'entreprises et de lobbyistes du monde économique sont là pour défendre leurs intérêts et ouvrir de nouveaux marchés grâce aux accords de l'OMC. " Pour Toni Juniper de Friends of the Earth International, il existe des liens très forts entre le Forum économique mondial et l'OMC. " Il est scandaleux que les ministres du commerce fricotent avec les grandes entreprises alors qu'on ne prend même pas acte des revendications des petits paysans et des populations autochtones " a-t-il protesté.

Il a par ailleurs mis l'accent sur les liens entre la mondialisation économique et des impacts environnementaux tels que les dommages causés aux habitats dans les pays en développement et le désintérêt pour des politiques visant à préserver l'environnement local, national et mondial, pour favoriser le respect des règles commerciales dans

les pays développés. Il a, de plus, reproché au secteur des affaires d'influer sur la politique commerciale et de plaider en faveur du recours à des accords commerciaux pour bloquer des actions visant l'environnement ou la société, notamment sur le commerce des organismes génétiquement modifiés, les brevets pour les médicaments, la privatisation des services publics, ou de saper la mise en œuvre des accords environnementaux multilatéraux. Il a ajouté que la tenue d'une réunion des ministres du commerce en parallèle avec une réunion de 1.000 directeurs exécutifs de nombre des grandes compagnies du monde a largement fourni l'occasion d'une " orientation vers les affaires " de l'avenir de la politique commerciale globale ".

Sources : Flamme d'Afrique n°1 à 4, journal du Forum social africain publié à Bombay, AFP, Allafrica, le Temps.

Négociation Des APE Entre L'UE Et Les ACP : 16 Pays D'Afrique De L'Est Et Du Sud Démarrent La Phase Bilatérale-Régionale Après La CEDEAO Et La CEMAC

Après la CEMAC et la CEDEAO, qui ont entamé la deuxième phase de négociation des APE, respectivement le 4 et le 6 octobre 2003, seize pays de l'Afrique australe et orientale ont lancé le 7 février 2004, à Grand-Baie, en Ile Maurice, la phase bilatérale des négociations devant déboucher sur un accord de libre échange avec l'Union européenne.

Le lancement des négociations a été précédé, les 3 et les 4 février, par une réunion des ambassadeurs des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et des officiels de haut niveau de ces pays pour examiner le projet de mandat de négociation. Une réunion des ministres du Commerce a été tenue le 6 février.

Les discussions ont été présidées par le Premier ministre Mauricien, Paul Bérenger, lors d'une

cérémonie à laquelle prenaient part le Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, le Secrétaire général du groupe ACP, R. Goulongana, le Secrétaire général du Common Market of Eastern and Southern Africa (COMESA), Erastus Mwencha, et le Commissaire au Commerce de l'Union Africaine, Elizabeth Tankeu. Elles ont été consacrées principalement à la structure de négociation et aux questions de développement. Ces questions de développement portent sur six piliers que sont : l'agriculture ; l'accès aux marchés, la pêche, les services et les questions se rapportant au développement et aux questions commerciales.

M. Bérenger a, à cette occasion, plaidé pour le rassemblement des blocs régionaux d'Afrique australe et d'Afrique orientale " afin d'adopter une position cohérente et harmonisée dans les négociations ". " Nous continuons à croire que les deux sous-régions devraient s'unir afin de bénéficier d'un espace économique régional plus large et plus cohérent. Le COMESA, la Southern African Customs Unions, La East African Community, la Intergouvernemental Authority on Development et la Commission de l'Océan Indien se doivent de travailler ensemble, car la fragmentation de la région n'est pas dans notre intérêt, que ce soit au niveau économique ou politique. Nous sommes condamnés à travailler ensemble pour réussir ", a-t-il poursuivi tout en insistant sur l'importance des préférences commerciales notamment pour les Etats insulaires et les petites économies.

Pour sa part, Pascal Lamy a insisté sur le fait que " la raison d'être des APE est de promouvoir le développement ". " Les APE ne sont pas principalement conçus pour adapter nos relations commerciales aux règles de l'OMC. Il s'agit encore moins d'un moyen d'ouvrir vos marchés à nos exportations. Les négociations APE lancées aujourd'hui sont avant tout destinées à renforcer la capacité commerciale de votre région, à promouvoir l'intégration sud-sud, à améliorer et sécuriser l'accès au marché de l'UE et à faciliter l'intégration durable des pays de l'Afrique orientale et australe dans l'économie mondiale ".

Moins optimistes, le Ministre Mauricien des affaires étrangères et du commerce international, M Jayen Cuttaree a quant à lui déploré le fait que la première phase des négociations n'a pas progressé de manière satisfaisante. " Beaucoup de questions sont encore restées sans réponses ", dit-il.

Les Accords de partenariat économique sont basés sur l'accord de Cotonou conclu entre 77 pays ACP et l'UE en remplacement des conventions successives de Lomé qui n'ont pas produits les effets escomptés. Les négociations ont débuté le 27 septembre 2002 à Bruxelles. A l'issue de la première phase des pourparlers entre l'UE et l'ensemble des pays ACP, un accord préliminaire a été conclu le 2 octobre 2003 dans des domaines clés tels que l'accès au marché, les questions liées au commerce, les services et la dimension du développement des APE. Des convergences générales qui ont fait l'objet d'une déclaration conjointe destinée à servir de repères aux pourparlers régionaux.

Un examen détaillé du rapport conjoint permet cependant de constater que les convergences restent superficielles et ne touchent pas aux questions de fond, pas plus qu'elles ne permettent de régler la question du statut de la phase 1 pour laquelle les ACP souhaitent un accord juridiquement contraignant alors que pour l'UE, la seule base juridique valable se trouve dans l'Accord de Cotonou.

Comme pour les autres régions, la négociation des APE entre l'UE et les Etats d'Afrique orientale et australe pourrait se révéler bien plus complexe qu'elle ne laisse transparaître. Un vif débat sur la configuration de l'ESA a été lancé dans la zone en raison du chevauchement des membres du COMESA et de la SADC, ainsi que la mise en compétition des intérêts économiques et commerciaux engendrées par l'appartenance à plusieurs blocs d'intégration. A titre d'exemple, certains observateurs révèlent que la non appartenance de l'Afrique du Sud à la COMESA pourrait être le moteur de la scission de négociation d'APE pour l'ESA et la SADC.

La configuration ESA repose sur trois niveaux : les membres du COMESA (Burundi, les Comores, Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar, Rwanda, les Seychelles, le Soudan et Ouganda), les membres de la SADC appartenant au COMESA (Congo, Malawi, Maurice, Zambie et Zimbabwe) et les membres de la SADC qui ont choisi de ne pas participer à un cadre ESA (Angola, Botswana, Lesotho, Swaziland, Namibie, Tanzanie, Mozambique). Ces derniers lanceront des négociations séparées avec l'UE en mars 2004. Aux termes de ces négociations, qui doivent prendre fin en décembre 2007, les préférences commerciales unilatérales seront remplacées par des préférences réciproques compatibles avec les règles de l'OMC.

Les seize États africains ayant pris part à la réunion de Maurice sont : le Burundi, les Comores, Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe.

Sources : Allafrica.com ; [Eclairage sur les négociations commerciales](#) vol.3 n°1 ; AFP

**Communauté Economique Des Etats
D'Afrique Centrale : Les Membres De La
CEEAC Conviennent De La Création
D'Une Zone De Libre Echange A
L'Horizon 2007**

Dans une déclaration rendue publique à l'issue de la 11ème session ordinaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, tenue les 26 et 27 janvier dernier à Brazzaville, au Congo, onze chefs d'Etat de gouvernements membres de la CEEAC ont annoncé leur volonté de créer un zone de libre échange entre leurs pays en 2007. Cet espace économique unifié dont l'un des objectifs est de relancer les économies de la région dévastées par les conflits armés, doit être mis en chantier dès juillet 2004 à travers notamment la

mise en place du calendrier, du programme et des instruments de la future zone de libre échange.

Cette zone de libre échange devrait offrir aux opérateurs économiques des Etats membres et aux investisseurs étrangers un marché régional dynamique et attractif de plus de 100 millions de consommateurs pour la mise en valeur des immenses potentialités de la région dans l'esprit et la vision du NEPAD.

Les dirigeants de la CEEAC ont invité les investisseurs à saisir l'opportunité ainsi offerte par les tarifs préférentiels et les autres instruments de la zone de libre échange de la communauté pour promouvoir les investissements, valoriser les ressources naturelles existantes et les échanges intra-régionaux. Ils ont engagé les Etats membres à apporter aux administrations nationales et au secrétariat de la communauté les moyens nécessaires au renforcement des capacités, pour une gestion efficiente et dynamique de la zone de libre échange.

Le sommet qui était, entre autres, destiné à dynamiser les activités de la CEEAC en léthargie depuis 1992, à accélérer le processus d'intégration et à examiner les moyens de rétablir définitivement la paix et la sécurité en Afrique centrale a aussi abordé la question de la mise ne œuvre du NEPAD en Afrique centrale. Ils ont ainsi adopté un plan d'action pour la mise en œuvre du NEPAD. Le coût de ce plan n'a pas été précisé mais il prévoit l'exécution dans la CEEAC de 27 grands projets de développement, entre autres, la construction d'infrastructures routières, des télécommunications, énergétiques, de transport, agricoles etc.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont aussi demandé au secrétariat de la CEEAC d'élaborer des propositions pour la mise en place d'une politique agricole commune au sein de la zone au plus tard en 2008 afin d'installer et de consolider la sécurité alimentaire en Afrique centrale et dans les grands lacs.

Mais la conférence de la CEEAC ne s'y est pas trompée. La redynamisation des économies de la

région est assujettie à la résolution des nombreux et récurrents conflits qui assaillent les 2/3 des membres de la zone d'intégration . Le Congo, la République démocratique du Congo (RDC), le Burundi, le Tchad, le Rwanda, la République centrafricaine (RCA), l'Angola et plus récemment Sao Tomé et principe ont été ensanglantés par des guerres civiles ou des coup d'Etat militaires.

En plus des contraintes que posent la question de la résolution des conflits et de la gestion de la paix, la région se trouve aussi confrontée un autre défi qui pourrait contrecarrer les efforts de mise en place de la zone de libre échange. Il s'agit du VIH Sida qui connaît dans cette région l'un des plus forts taux de prévalence du continent. C'est pourquoi selon le Président Congolais Denis Sassou Nguesso, président en exercice de la CEEAC, le Sida figure parmi les deux premières priorités de la CEEAC. Une stratégie régionale de coordination de lutte contre le sida et un plan d'action 2004-2005 a été adopté à cet effet.

La CEEAC, créée en 1983, regroupe les pays suivants: Congo, Centrafrique, Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad, RDC, Burundi, Angola, Rwanda, et Sao Tomé et Principe. L'ensemble des pays de la CEEAC couvre une superficie d'environ 6,6 millions de km², pour près de 115 millions d'habitants.

Dans le domaine agricole, il est prévu la mise en place d'une structure régionale de promotion des investissements agricoles et la mise en oeuvre d'une politique agricole commune à l'horizon 2008.

Sources : AFP, Pana, allafrica.com

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents

organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A L'OMC

- 24 - 25 février, OMC, Genève, Organe de règlement des différends
- 26 février, OMC, Genève, Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'informations
- 8 mars, OMC, Genève, Comité de l'évaluation en douane
- 8 - 10 mars, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, WTO/AIR/2446
- 9 mars, OMC, Genève, Sous-comité des PMA
- 12 mars, OMC, Genève, Comité de l'accès aux marchés
- 15 - 17 mars, OMC, Genève, Organe de supervision des textiles
- 16 - 17 mars, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement
- 17 - 18 mars, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires
- 19 mars, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

EVENEMENTS AILLEURS

- 23 - 24 février, Chatham House, Londres, GB, Le développement durable à l'OMC : commerce, investissement et environnement après Cancun ; Contact: Conférence Unit
Téléphone: 44-20-7957-5700 ; Fax: 44-20-7321-2045, Email: conferences@riia.org Web Site: <http://www.riia.org/index.php?id=5&cid=38>
- 4 - 5 mars, OMPI, Genève, Suisse, Séminaire sur le système d'enregistrement international des marques (système de Madrid) ; http://www.wipo.int/documents/fr/meetings/2004/igc/index_6.html
- 4 -6 mars, FAO, Rome, Italie, Forum international sur le partenariat international pour le développement durable, Contact: Gloria Visconti, Ministre de l'environnement et du territoire
Téléphone: 39-06-5722-8121; Fax: 39-06-5722-

8180

Email: Visconti.Gloria@minambiente.it

9 - 10 mars, Pretoria, Afrique du Sud, Conférence sur " Les Biotechnologies, les Médias et le Public ", Contact: Rosa Seleke ; Téléphone: 27-12-392-9300 ;

Email: rosa@pub.ac.za

Web Site: <http://www.pub.ac.za/events/index.html>

15 - 17 mars, Johannesburg, Afrique du Sud, Conférence sur le développement durable, Contact: Sibongile Hlomuka ; Téléphone: +27 (0) 11 312 1480/7 ; Fax: +27 (0) 11 312 1471

Email: events@bembani.com ; Web Site: <http://www.bembani.com/main/conference.html>

15-19 mars, OMPI, Genève, Suisse, Comité

intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore ; pour en savoir plus, visiter :

http://www.wipo.int/documents/fr/meetings/2004/igc/index_6.html

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

COMMISSION EUROPEENNE, "Accords de Partenariat Economique - Moyens et Objectifs"; décembre 2003. [http://www.trade-](http://www.trade-info.cec.eu.int/doclib/html/115008.htm)

[info.cec.eu.int/doclib/html/115008.htm](http://www.trade-info.cec.eu.int/doclib/html/115008.htm)

PHILIPPE CHALMIN, "Le cycle de Doha : enjeux et forces en présence", paru dans Problèmes économiques, no. 2839, 2004, p. 1-5

CATTANEO ; "Comprendre le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha : son contexte, ses enjeux, ses perspectives";

Centre d'études et de recherches internationales (CERI), 2002

CNUCED, Rapport sur le Commerce et le développement 2003, www.unctad.org

DROITS & DEMOCRATIE, "Vers le développement: les droits humains et le programme de l'OMC" ; Table ronde organisée conjointement par Droits et Démocratie (Montréal) et 3D?Trade - Human Rights - Equitable Economy (Genève).

Elle a eu lieu pendant la cinquième conférence ministérielle de l'OMC et a constitué un forum unique pour réunir des intervenants dans le but d'examiner les règles et les pratiques du commerce international, selon une perspective fondée sur le respect des droits humains. Elle avait réunie entre autres, Mary Robinson (ancienne Haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme), Dominique Njinkeu, (Directeur général, Juristes et économistes internationaux contre la pauvreté); Susan Whelan (Ministre de la Coopération internationale, Canada). Le document peut être télécharger sur le site de 3D à www.3dthree.org ou sur le site de Droits & Démocratie à

<http://www.ichrdd.ca/frame2.iphtml?langue=1&menu=m01&urlpage=français/commdoc/publication/s/mondialisation/omc/menuOMC.html>

GRAIN, "Le coton Bt à la porte du Mali : Il faut agir !"

Le Mali comme la plupart des pays africains est caractérisé par une agriculture paysanne ou familiale. Mais actuellement, l'agriculture transgénique (adjectif venant de Organisme Génétiquement Modifié : OGM) est sur le point d'y entrer avec le coton Bt. Or, depuis de nombreuses années, les dangers liés à cette agriculture et les controverses qu'il a soulevés, tant sur le plan scientifique, économique, socio-culturel qu'éthique sont si énormes que les débats font rage partout dans le monde.

Document à télécharger à

<http://www.grain.org/fr/publications/cotonbt-synthese-fev-2004-fr.cfm>

JEAN FREDERIC MORIN, "Le droit international des brevets : entre le multilatéralisme et le bilatéralisme américain", *Études internationales*, vol. 34, n° 3, décembre 2003, p. 537-562.

JEAN FREDERIC MORIN, "Les accords de bioprospection répondent-ils aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique", *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol 34, n° 1-2, novembre 2003, p. 308-343.

MEYER M, LENGGENHAGER D; CUENDET B; "Les négociations de Doha : un programme pour le développement?" paru dans *La Vie Economique*, no. 8, 2003, p. 43-47
En Anglais

UNCTAD, "Trade negotiation issues in the Cotonou agreement: agriculture and economic partnership agreement", <http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=4401&intItemID=2068&lang=1>

En Anglais

UNCTAD, "Transfer of Technology for Successful Integration into the Global Economy", http://www.unctad.org/en/docs/iteipc20036_en.pdf

PIERO CONFORTI and BEATRIZ E. VELAZQUEZ "The Effects of Alternative Proposals for Agricultural Export Subsidies in the Current WTO Round", in the *Estey Centre Journal of International Law and Trade Policy* (Volume 5, Number 1). For further information see <http://www.esteyjournal.com/>

WILL MARTIN "Developing Countries' Changing Participation in World Trade," in the *World Bank Research Observer* 18 (2, 2003) pp. 187-203. Recent years have seen substantial reductions in trade policy and other barriers inhibiting developing country participation in world trade. Lower barriers have contributed to a dramatic shift in the pattern of developing country

trade -- away from dependence on commodity exports to much greater reliance on manufactures and services. In addition, exports to other developing countries have become much more important. These changes have profound implications for the role played by developing countries in the world economy and trade system.

DAMANIA, RICHARD, FREDRIKSSON PER G., LIST JOHN A. "Trade Liberalisation, Corruption, and Environmental Policy Formation: Theory and Evidence" in the *Journal of Environmental Economics and Management* 46 (3, 2003) pp. 490-512. This study explores the linkages between trade policy, corruption, and environmental policy. We begin by presenting a theoretical model that produces several testable predictions, including: (i) the effect of trade liberalisation on the stringency of environmental policy depends on the level of corruption; and (ii) corruption reduces environmental policy stringency. Using panel data from a mix of developed and developing countries from 1982 to 1992, we find evidence that supports these conjectures. We view these results as representing an attempt at understanding the myriad of complex relationships that exist in an open economy.

J. FRANKEL "The Environment and Globalisation", produced by the National Bureau of Economic Research (NBER), 2003. This paper examines the relationship between globalisation and the environment. Although it recognises that the relationship is too complicated to draw simplistic conclusions. Some findings include fears that globalisation necessarily hurts the environment through a 'race to the bottom' are not well founded. Rather, if anything, favourable 'gains from trade effects dominate for measures of air pollution such as SO₂ concentrations. For further information, see: <http://papers.nber.org/papers/w10090.pdf>.

STEINBERG, RICHARD H. AND JOSLING, TIMOTHY E. "When the Peace Ends: The vulnerability of EC and US agricultural subsidies to WTO legal challenge" in *Journal of International Law* 6(2), 369-417. 2003 Oxford University Press

SAUVE, PIERRE, "Regionalism and the Multilateral Trading System", August 2003. OECD. Paris

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)